

# Conférence Eurochild Déclaration 2016

« Les personnes de terrain doivent faire entendre leurs voix et les orateurs doivent agir ! »

Cette déclaration a été rédigée par une équipe de jeunes en collaboration avec le personnel du secrétariat d'Eurochild et avec la contribution des participants à la conférence Eurochild 2016 : « Les droits des enfants comptent : pourquoi l'Europe doit investir dans l'enfance ». La conférence était co-organisée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et Kind en Gezin.

# 1. Pourquoi sommes-nous inquiets?

Les enfants pauvres font face à des obstacles supplémentaires qui les empêchent de jouir de leurs droits : l'accès à l'éducation et aux services de santé, le chômage des parents, l'exclusion sociale (particulièrement les enfants Roms, les migrants, les demandeurs d'asile et les enfants réfugiés). Beaucoup d'enfants souffrant de pauvreté n'ont pas accès aux besoins basiques et vitaux : de la nourriture en suffisance et un endroit chaud et sûr dans lequel vivre. De plus, dans nos sociétés modernes de consommation, les enfants souffrent de discrimination parmi leurs pairs lorsqu'ils n'ont pas accès à la technologie moderne.

En 2015, plus d'un million de personnes ont fui les conflits dans leurs pays d'origine et se sont réfugiés en Europe. Ce nombre inclut 363 890 enfants dont 90 000 ont été séparés de leurs parents. Les enfants réfugiés manquent souvent d'un foyer sûr, de vêtements propres et de livres. Le droit de jouer leur a été enlevé. Ils ne connaissent pas non plus la langue et la culture du pays d'accueil. Ils vivent dans des conditions risquées sans leur famille. Cette situation peut avoir des répercussions sur leur bien-être émotionnel et leur passage à l'âge adulte. Ils sont confrontés à des situations qui ne devraient pas exister en Europe vu nos ressources économiques.

En Europe, il y a approximativement 1 million d'enfants qui sont placés. Parmi ceux-ci, il existe une réelle surreprésentation d'enfants Roms et d'enfants handicapés. Les enfants sont souvent placés dans les institutions pour des mauvaises raisons : pauvreté ou discrimination par exemple. Les enfants placés continuent à faire face à de nombreux problèmes comme la séparation avec leur famille, une faible estime de soi, une crainte d'être placée dans une famille où ils ne se sentent pas intégrés, un manque de soutien et de soins. Ils sont souvent stigmatisés par leurs pairs. Ils sont aussi souvent confrontés à des réglementations légales inadéquates et à une lenteur bureaucratique.

## 2. Quelles sont les promesses déjà faites?

- [La Convention des droits de l'enfant de l'ONU. \(1989\)](#)

Une liste de droits pour tous les enfants dans laquelle les gouvernements s'engagent à œuvrer pour leur mise en place.

- [Recommandation de la Commission européenne - Investir dans l'enfance. \(2013\)](#)

Il s'agit d'un ensemble de directives afin que les pays membres puissent organiser et appliquer des réglementations pour combattre la pauvreté des enfants et promouvoir les droits des enfants et leur bien-être.

- [La Déclaration écrite pour l'investissement dans l'enfance. \(2015\)](#)

C'est la déclaration la plus signée au Parlement européen depuis 2011! Elle comprend des requêtes essentielles adressées aux institutions européennes pour qu'elles appliquent la Recommandation Investir dans l'Enfance (voir ci-dessus).

- Le Commentaire Général 19 de La Convention des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant sur les dépenses publiques. (2016)

Une liste de directives pour inciter les gouvernements à investir de l'argent pour respecter, promouvoir et protéger les droits des enfants

- Les objectifs de développement durable (2015)

Ces 17 objectifs mondiaux couvrent un nombre important de défis mondiaux comme la fin de la pauvreté extrême ou l'assurance d'une éducation pour tous les enfants.

- La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2009).

Cette charte rend juridiquement contraignant certains droits politiques, sociaux et économiques pour les citoyens et résidents européens. L'article 24 promeut le droit de l'enfant.

**Nous reconnaissons la volonté et l'engagement des décisionnaires pour le développement de ces politiques. Et nous attestons qu'il existe quelques bonnes pratiques. Toutefois, nous ne sommes pas satisfaits.**

### 3. Quel est notre souhait?

Les droits des enfants ne doivent pas seulement apparaître sur papier mais dans la réalité chaque jour et partout dans le monde. En effet, ce n'est pas parce que nous disposons de lois qui protègent les droits des enfants que ceux-ci sont automatiquement appliqués. Que du contraire : des problèmes subsistent! Nous devrions avoir le courage de creuser plus loin au niveau légal afin de réduire l'écart entre souhait et réalité. Nous sommes sûrs que la plupart d'entre nous savons comment un enfant devrait être traité et soigné en Europe. Le grand défi est de convertir cette situation idéale en réalité !

Nous voulons des sociétés fortes et pleines d'espoir où enfants et adultes sont respectés et valorisés de la même manière.

Nous voulons que les adultes se soucient de notre futur : quel monde vont-ils laisser aux générations futures? Nous voulons grandir dans un monde avec un air pur, une éducation de qualité, une santé disponible pour tous, où les familles vivent paisiblement dans villes « accueillantes pour les enfants » et où les parents ont des emplois décents. Nous voulons d'un monde où la consommation et production responsables sont encouragées.

Nous voulons d'une Europe dans laquelle les droits des enfants prennent une place centrale dans la prise de décisions de nouvelles lois et politiques.

Nous souhaiterions que nos sociétés investissent du temps, de l'argent et de la connaissance pour les enfants et les expériences des jeunes. Il faut aussi créer des occasions pour qu'ils puissent participer pleinement à la prise de décisions pour les matières qui les concernent en Europe.

Notre société doit aussi reconnaître les enfants et les jeunes adultes comme des véritables partenaires lors de la prise de décision car ils sont souvent de véritables

puits de science. Pour cela, il faut qu'ils puissent constater les différences qu'ils peuvent réaliser et ainsi développer une plus grande confiance envers les adultes.

Nous voulons d'une Europe dans laquelle les décisionnaires parlent et surtout agissent pour appliquer leurs vision et donnent un suivi aux enfants et jeunes adultes. Cela permettra de créer de l'interaction et de l'espoir dans leurs cœurs.

Nous voulons d'une Europe dans laquelle les adultes qui prennent des décisions n'oublient pas ce qu'est d'être un enfant et essaient au maximum que l'apprentissage des enfants soit la plus belle période de leur vie.

Nous voulons d'un monde dans lequel les enfants et les jeunes adultes ont accès à l'information et où l'argent est investi pour soutenir le bien-être des enfants. Cela devra être expliqué de telle manière que tout le monde puisse comprendre.

Enfin, nous voulons d'une Europe dans laquelle chaque enfant sache exactement où aller afin d'obtenir de l'aide pour chaque problème comme par exemple une clinique de santé sexuelle ou des lignes téléphoniques d'aide. Nous exigeons un monde dans lequel les enfants disposent de connaissances pour être en sécurité et développer des compétences afin de devenir des citoyens efficaces dans un monde digital.

## 4. Que doit-il se passer?

Pour appliquer les points suivants ainsi que toute autre politique, il faudra veiller à prendre en compte les Objectifs de Développement Durable.

### **Participation des enfants**

Les membres du Parlement européen devraient inclure plus activement les enfants et les jeunes dans le processus de prises de décision afin qu'ils puissent exprimer à haute voix leurs avis et leurs idées. Il en va de même pour les gouvernements des pays qui veulent devenir Etat membre de l'Union européenne.

Les gouvernements nationaux devraient revoir l'équilibre de participation et de protection de leur législation nationale concernant les enfants et les jeunes placés. De cette manière, ceux-ci pourraient disposer de plus d'indépendance dans leur prise de décision ainsi que dans leur utilisation des médias sociaux.

Les jeunes devraient être impliqués dans les réunions d'experts étant donné qu'ils disposent d'énormément de savoirs compte tenu de leur expérience. Ils devraient avoir l'opportunité de co-organiser des projets et de travailler avec ceux dont la voix risque d'être la moins entendue.

### **Budget consacré aux enfants**

La Commission européenne devrait inviter les Etats membres à contrôler leur budget consacré aux enfants (directement et indirectement) et de faire un compte-rendu, une évaluation et une vérification de celui-ci.

Les gouvernements à tous les niveaux à travers l'Europe doivent s'assurer que le budget consacré aux enfants et aux jeunes est augmenté et dépensé efficacement.

La Commission européenne doit s'assurer que les enfants et les jeunes reçoivent les moyens de surveiller, de participer et d'interagir avec le processus budgétaire au niveau local, régional, national et européen. Les informations et les explications quant à la manière dont le budget est dépensé doivent être accessibles et compréhensibles.

### **Formation et mesures de sensibilisation**

Il convient d'impliquer les enfants et les jeunes en proposant des formations aux professionnels du secteur afin qu'ils puissent informer les enfants de leurs droits. Ceci permettra aux adultes et aux enfants de lutter contre la discrimination et d'être des citoyens du monde à part entière. C'est particulièrement important pour les enfants vivant dans la pauvreté, les enfants placés, les enfants touchés par l'immigration et les enfants vivant dans des situations précaires. Un passeport sur les Droits des Enfants devrait être conçu dans chaque pays afin de visualiser plus facilement les lois, les droits et les politiques en la matière.

Les écoles et les services locaux doivent œuvrer pour empêcher la stigmatisation des enfants, des jeunes et des familles souffrant de pauvreté. Il convient de parler aux enfants souffrant de pauvreté comme à n'importe quel autre enfant. Il faut aussi créer des écoles luttant contre la pauvreté.

### **Les enfants touchés par la migration**

Les gouvernements à tous niveaux et la société civile doivent encourager la diffusion de bonne pratique à travers tous les Etats membres. Les pays où tous les réfugiés sont les bienvenus doivent devenir le modèle de référence pour en finir avec les inégalités en Europe.

Il devrait y avoir des adultes de référence pour aider les enfant et jeunes réfugiés. De plus, les familles devraient avoir la possibilité de rester ensemble. L'intégration des réfugiés sous tous ses aspects sociaux doit être encouragée et possible via des fonds adéquats.

Le Conseil européen devrait travailler avec les pays souffrant de conflits pour permettre et soutenir des solutions afin que les pays d'origine deviennent des lieux sûrs.

**Eurochild ASBL**  
**Hallepoortlaan 27, 1060 Brussels**  
**Tel. +32(0)2 511 70 83**  
**Fax +32 (0)2 511 72 98 [info@eurochild.org](mailto:info@eurochild.org)**  
**[www.eurochild.org](http://www.eurochild.org)**